

Entech

smart energies

Rapport financier semestriel

au 30/09/2021





Libérer le potentiel des énergies renouvelables

An aerial photograph of a renewable energy farm. In the foreground, a large solar panel array is visible, with rows of panels extending across a green field. In the background, several white wind turbines are scattered across a rolling landscape under a clear blue sky. The overall scene is lush and green, suggesting a natural environment integrated with modern energy technology.

« Face aux défis technologiques posés par la forte croissance des énergies nouvelles dans le mix énergétique, Entech rend possible l'intégration massive des énergies renouvelables grâce à des solutions de stockage et de conversion électrique pilotées par des systèmes logiciels intelligents »

Sommaire

1 Présentation d'Entech

2 Rapport d'activité

- 2.1 Faits marquants du premier semestre
- 2.2 Activité, résultats et situation financière
 - 2.2.1 Activité
 - 2.2.2 Résultats
 - 2.2.3 Situation financière
- 2.3 Evènements postérieurs à la clôture du semestre
- 2.4 Perspectives

3 Etats financiers intermédiaires

- 3.1 Compte de résultat
- 3.2 Bilan
- 3.3 Tableau de flux de trésorerie
- 3.4 Variation des capitaux propres
- 3.5 Notes annexes aux états financiers intermédiaires

1 Présentation d'Entech

Face aux défis technologiques posés par la forte croissance des énergies nouvelles dans le mix énergétique, Entech rend possible l'intégration massive des énergies renouvelables et l'accès à l'énergie grâce à des solutions de stockage et de conversion électrique pilotées par des systèmes logiciels intelligents.

Bâtitteur des énergies nouvelles, Entech développe, construit et opère des centrales de production et des systèmes de stockage - batteries ou hydrogène - connectés aux réseaux ou « off-grid ». Créée à Quimper en 2016, Entech a déjà réalisé plus de 250 projets dans le monde et emploie aujourd'hui 78 collaborateurs.

Sélectionnée en 2021 par la French Tech dans son programme Green20 et reconnue par de nombreux prix pour sa capacité d'innovation au service de la transition énergétique, Entech s'engage à agir au quotidien en tant qu'entreprise responsable, d'un point de vue non seulement environnemental mais aussi social et sociétal.

2 Rapport d'activité

2.1 Faits marquants du premier semestre

Par décisions de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021 et par décisions du conseil d'administration en date du 8 septembre 2021, la société Entech a émis 3 000 000 d'obligations convertibles de valeur nominale d'un euro auprès du fonds Epopée Gestion. Cet emprunt obligataire est souscrit pour une durée d'un an.

Par décisions de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021, la valeur nominale d'une action est passée de 96 € à 0,20 €, et corrélativement, le nombre d'actions composant le capital social est passé de 20 855 à 10 010 400.

Corrélativement aux décisions portant sur la valeur nominale et le nombre d'actions constituant le capital social, il a été autorisé de modifier les modalités de l'émission des 1 710 obligations convertibles en actions ordinaires de la société en date du 14 novembre 2018, ainsi que la modification du règlement du plan d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE).

Par décision de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021, la société Entech, initialement constituée sous forme de société par actions simplifiée, a été transformée en société anonyme et s'est dotée d'un conseil d'administration.

2.2 Activité, résultats et situation financière

2.2.1 Activité

Entech enregistre au 30 septembre 2021 un chiffre d'affaires semestriel de 8,3 M€, à comparer à 9,4 M€ de CA annuel sur l'exercice précédent. Sous l'effet combiné d'une forte croissance de l'activité et de charges maîtrisées, la profitabilité du semestre est en nette amélioration sur tous les indicateurs financiers. Compte-tenu de l'avancement des productions en cours, la société anticipe un dépassement de l'objectif de chiffre d'affaires de 17 M€ pour l'année en cours et attend un EBITDA annuel en retour à l'équilibre.

CA par segment (en milliers d'€)	30/09/21 6 mois	% du total	31/03/21 12 mois	% du total
Hydrogène	105	1%	127	1%
Production	4 233	51%	3 868	41%
Stockage	3 929	48%	5 433	58%
TOTAL	8 267	100%	9 428	100%

Même en l'absence de base de comparaison au 1er semestre de l'exercice précédent, la répartition du chiffre d'affaires montre une forte progression sur tous les segments d'activité, avec un chiffre d'affaires semestriel proche du chiffre d'affaires annuel total de l'exercice précédent.

L'accélération plus rapide des activités de production (conception et installation de centrales photovoltaïques) – 51% du CA à comparer à 41% sur l'exercice précédent – reflète l'état d'avancement des nombreux projets en portefeuille et la livraison récente de projets significatifs de centrales au sol.

Les activités de stockage sont légèrement minoritaires ce semestre, du fait d'une croissance moindre sur les projets off-grid à l'international. Elles restent un axe majeur de développement, sur un segment d'activité à fort potentiel sur lequel Entech compte maintenir son avance technologique.

A ce titre, Entech a livré à EDF CIH (Centre d'énergie hydraulique) au cours du semestre écoulé un système de stockage batteries pour un projet d'hybridation sur le barrage Hydraulique de Vogelgrün (Haut Rhin). Ce démonstrateur fait partie d'un projet européen visant à accroître la flexibilité des actifs hydroélectriques avec des systèmes de stockage et de régulation intelligents.

Le chiffre d'affaires du segment hydrogène (0,1 M€ au semestre) traduit la montée en charge du projet initié au cours de l'exercice précédent.

La bonne performance du semestre a été réalisée dans un contexte de tensions sur les approvisionnements, en particulier les batteries et les panneaux solaires. Entech a mis en place des partenariats stratégiques pour sécuriser ses approvisionnements, mais les hausses de prix – qui sont répercutées sur les énergéticiens – ont pour effet de retarder les projets chez certains clients. Entech prévoit néanmoins la livraison de la majorité des projets positionnés au 2e semestre, notamment dans les activités de stockage comme par exemple des équipements de stockage on-grid à Mayotte et en Guyane et un système de stockage off-grid au Mali.

2.2.2 Résultats

Résultats (en milliers d'€)	09/2021 6 mois	03/2021 12 mois
Chiffre d'affaires	8 267	9 428
Production immobilisée	1 119	332
Production de l'exercice	9 386	9 760
Achats de matières premières et autres approv.	5 526	5 128
Variation de stock (matières premières et autres approv.)	-296	60
Achats études et sous-traitance	1 894	1 955
MARGE BRUTE GLOBALE	2 262	2 617
MARGE BRUTE GLOBALE en % du Chiffre d'affaires	27,4%	27,8%
Autres achats et charges externes (1)	786	1 061
VALEUR AJOUTEE	1 476	1 556
+ Subventions d'exploitation	37	312
- Impôts, taxes et versements assimilés	60	59
- Salaires et traitements & Intérim (2)	1 379	2 135
- Charges sociales	316	467
EBE	-243	-793
EBE en % de la production	-2,6%	-8,1%
+ Autres produits	1	5
- Autres charges	10	17
EBITDA	-252	-805
EBITDA en % du Chiffre d'affaires	-3,0%	-8,5%
+ Reprises sur dépréciations, provisions et amort.		
- Dotations aux amortissements	257	520
- Dotations aux provisions		3
RESULTAT D'EXPLOITATION	-509	-1 328
+ Produits financiers	1	78
- Charges financières	92	245
RESULTAT COURANT	-600	-1 495
RESULTAT COURANT en % du Chiffre d'affaires	-7,3%	-15,9%
+ Produits exceptionnels	307	645
- Charges exceptionnelles	103	226
RESULTAT EXCEPTIONNEL	205	418
Impôts sur les bénéfices	-181	-578
RESULTAT NET	-215	-498
RESULTAT NET en % du Chiffre d'affaires	-2,6%	-5,3%

(1) Hors études et sous-traitance (analysée en marge brute), intérim (analysée avec Salaires et traitements) et incluant les transferts de charges externes.

(2) Intègrent l'intérim et les transferts de charges de personnel.

MARGE BRUTE

Au 30/09/2021, le taux de marge brute s'établit à 27.4% du chiffre d'affaires contre 27.8% au 31/03/2021 dans le contexte de tensions sur les prix des approvisionnements évoqués en 2.2.1.

L'achat d'études et le recours à la sous-traitance s'établit à 1 894 K€ au 30/09/2021, soit 22,9% du chiffre d'affaires contre 1 955 K€ au 31/03/2021 (sur 12 mois), soit 20,7% du chiffre d'affaires. La société a recours à de la sous-traitance de capacités dans le cadre notamment d'installation et de câblage de centrales photovoltaïques et à de la sous-traitance de compétences (entreprises spécialisées en soudure, chaudronnerie, etc.).

EBITDA

Au 30/09/2021, l'EBITDA semestriel est de -252 K€ (-3.0% du chiffre d'affaires). Au 31/03/2021, il s'établissait à -805K€ (-8.5% du chiffre d'affaires).

Masse salariale

Pour permettre la progression de son activité, la société maintient ses efforts de structuration par l'intégration de nouvelles compétences sur ses métiers. L'évolution de la masse salariale s'établit comme suit sur les 12 derniers mois :

Effectif Moyen (6 mois glissants)	09/2021	03/2021
Cadres	34	27
ETAM	30	28
Total	64	55

17 recrutements ont été effectués durant ce premier semestre et ont porté notamment sur des profils ingénieurs pour le Bureau d'Etudes, des chefs de chantier, des chefs de projets, des business managers et business developpers. Entech continue également de se doter de profils managériaux avec l'arrivée d'un responsable ingénierie et d'un directeur stratégie et innovation.

Charges de personnel (en milliers d'€)	09/2021 6 mois	03/2021 12 mois
Chiffre d'affaires	8 267	9 428
Salaires et traitements & Intérim	1 379	2 135
Charges sociales	316	467
Charges de personnel	1 695	2 602
Charges de personnel en % du Chiffre d'affaires	20,5%	27,6%

Au 30/09/2021, les charges de personnel (yc intérim et après déduction des transferts de charges de personnel) représentent 20.5% du chiffre d'affaires contre 27.6% sur l'exercice annuel précédent.

Achats et charges externes

Les achats et charges externes (hors sous-traitance analysé en Marge Brute et Intérim analysé en Charges de personnel) représentent 9.5% du chiffre d'affaires au premier semestre contre 11.3% au cours de l'exercice annuel précédent.

La diminution est essentiellement imputable aux dépenses liées à la non récurrence de commissions sur ventes (-1 point de chiffre d'affaires), la baisse des frais de déplacement (-0.7 point de chiffre d'affaires) et la diminution des honoraires (-0.6 point de chiffre d'affaires).

Il est à noter que les locations immobilières et charges s'élèvent à 189 K€ (contre 80K€ au titre de l'exercice clos le 31/03/2021) et intègrent essentiellement le loyer versé à la SCI Menez Prat Kemper pour les bâtiments occupés depuis Mars 2021 sur une base de 380 K€ annuels.

2.2.3 Situation financière : bilan simplifié

Au 30 septembre 2021, les fonds propres s'élèvent à 2,5 M€ pour une dette nette de 10,5 M€. Après l'augmentation de capital réalisée lors de l'introduction en bourse du 4 octobre 2021 pour un produit net de 23,4 M€, les fonds propres s'élèvent à 25,9 M€ et la trésorerie, nette de dettes financières, à 12,9 M€.

Entech bénéficie ainsi de moyens financiers et d'un levier de dette conséquents pour financer ses fortes ambitions de développement.

Bilan simplifié (en milliers d'€)	09/2021	03/2021	Var. %
Actif Immobilisé	3 798	2 505	51,6%
Actif Courant	17 763	14 819	19,9%
dont trésorerie et équivalent	2 059	1 781	15,6%
TOTAL ACTIF	21 561	17 324	24,5%
Capitaux Propres	2 486	2 706	-8,1%
Autres Fonds Propres	522	548	-4,8%
Provisions	139	115	20,2%
Dettes Financières	12 561	10 115	24,2%
Dettes d'Exploitation	5 853	3 839	52,4%
TOTAL PASSIF	21 561	17 324	24,5%

L'actif immobilisé progresse de 2 505 K€ à 3 798 K€ (soit +1 293 K€) du fait notamment de l'immobilisation en-cours, d'une part, du projet de R&D POGRA (Positive Grid Area) à hauteur de 1 052K€ et, d'autre part, de l'immobilisation en-cours de frais liés à l'introduction en bourse à hauteur de 363 K€. Les dotations aux amortissements nettes des reprises s'élèvent à 255 K€.

L'actif courant progresse de 2 945 K€ du fait notamment de la progression de l'activité.

Actif courant (en milliers d'€)	09/2021	03/2021	Var. %
Matières premières, approvisionnements	475	179	165,5%
Avances et acomptes versés sur commandes	1 553	1 398	11,1%
Clients et comptes rattachés	10 787	9 562	12,8%
Autres créances	2 839	1 843	54,0%
Disponibilités	2 059	1 781	15,6%
Charges constatées d'avance	50	56	-9,4%
Actif Courant	17 763	14 819	19,9%

Cela se matérialise par une hausse de 1 225 K€ du poste clients et comptes rattachés en lien avec l'avancement des projets en-cours au 30/09/2021. Les autres créances progressent de 996 K€ sur la période du fait de la hausse des produits à recevoir correspondant aux subventions à recevoir de 337K€, de la comptabilisation d'un crédit de TVA de 304 K€, et de la hausse du produit à recevoir au titre du CIR 2021 à hauteur de 181 K€.

Les dettes financières progressent de 2 447 K€ essentiellement du fait de la souscription en septembre 2021 d'un emprunt obligataire convertible en actions auprès d'Épopée Gestion pour un montant de 3 000 K€, comme évoqué dans les faits marquants (et cf. Note 5.15.1. aux états financiers semestriels).

Dettes Financières (en milliers d'€)	09/2021	03/2021	Var. %
Emprunts obligataires convertibles	4 000	1 000	299,9%
Emprunts auprès d'établissements de crédit	7 998	8 663	-7,7%
Concours bancaires courants	563	451	24,6%
Dettes Financières	12 561	10 115	24,2%

Les dettes d'exploitation progressent de 2 014 K€ du fait de la progression de l'activité.

Dettes d'Exploitation (en milliers d'€)	09/2021	03/2021	Var. %
Avances et acomptes reçus	69	109	-37,3%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 514	2 330	50,9%
Dettes fiscales et sociales	1 202	759	58,3%
Autres dettes	186	3	6252,6%
Produits constatés d'avance	881	638	38,2%
Dettes d'Exploitation	5 853	3 839	52,4%

L'évolution des dettes fournisseurs et comptes rattachés (+1 185 K€) est corrélée à l'évolution de l'activité. L'évolution des dettes fiscales et sociales est essentiellement liée à la TVA sur la provision pour Factures à Emettre (863 K€, soit + 477 K€).

2.3 Evènements postérieurs à la clôture du semestre

2.3.1 Introduction en bourse

La société a été introduite en bourse sur le marché Euronext Growth à Paris le 4 octobre 2021. Le produit brut de l'émission des nouvelles actions s'élève à 25,3 M€ et permettra le financement du développement de ses activités.

Un montant total de 3 165 468 actions (hors clause d'extension et option de surallocation) était offert à la souscription.

La demande globale s'est élevée à 6 902 858 titres, soit 2,2 fois l'offre initiale, dont 5 424 890 titres pour le Placement Global et 1 477 968 titres pour l'Offre à Prix Ouvert.

Face à cette forte demande, le conseil d'administration d'Entech, réuni le 29 septembre 2021, a fixé le prix définitif de l'action à 6,95 €, soit le milieu de la fourchette indicative de prix, et a constaté l'exercice intégral de la clause d'extension pour 474 820 actions soit un nombre maximum d'actions nouvelles émises de 3.640.288.

L'option de surallocation exercée partiellement, a par ailleurs résulté en la cession par les actionnaires actuels de la Société de 396 898 actions existantes de la Société, au prix de l'introduction, soit un montant de 2 758 441,10 €.

Concomitamment, les OCA 1 souscrites par Unexo et Force 29 en novembre 2018 ont fait l'objet d'une conversion. Les OCA 2 souscrites par Unexo et Force 29 en novembre 2018 ont, quant à elle, été remboursées en décembre 2021, comme annoncé lors de l'introduction en bourse.

2.4 Perspectives

Le niveau d'activité de ce premier semestre est en ligne avec les projections, malgré des tensions persistantes sur les approvisionnements.

Dans ce contexte, Entech anticipe un dépassement de son objectif de chiffre d'affaires annuel à 17 M€. Sous l'effet combiné de la poursuite d'une forte croissance de l'activité et de charges opérationnelles maîtrisées, Entech projette dès l'année en cours un retour de l'EBITDA autour de l'équilibre.

Au-delà de l'exercice en cours, la visibilité reste bonne avec des projets signés ou en négociation exclusive d'une dimension de plus en plus importante.

Grâce aux moyens apportés par l'introduction en bourse en octobre, la société poursuit par ailleurs la mise en place de ses leviers stratégiques avec notamment :

- l'ouverture de 45 postes, commerciaux et ingénieurs, dont 10 ont déjà été pourvus ;
- la signature d'un 2e projet de co-développement, pour l'installation d'une centrale photovoltaïque de 4 MW destinée à alimenter en électricité la commune de Javené.

Le 9 décembre dernier, Entech a annoncé la signature et la mise en chantier d'un projet de stockage d'électricité d'une capacité de 8MW avec le producteur indépendant d'énergie Neoen. Ce chantier s'inscrit dans un projet plus vaste mené par RTE dans le but de développer de nouvelles capacités plus vertes, flexibles et utiles à la sécurité d'approvisionnement. En parallèle du contrat de construction, Entech assurera l'exploitation pour une durée pouvant atteindre quinze ans.

3 Etats financiers intermédiaires

3.1 Compte de résultat

Compte de résultat (en €)	Note	Situation intermédiaire 30/09/2021	Comptes annuels 31/03/2021
Produits d'exploitation			
Production vendue de biens		7 079 897	9 258 537
Production vendue de services		1 187 043	169 723
Chiffre d'affaires NET	5.21	8 266 940	9 428 260
Production stockée			
Production immobilisée		1 118 904	331 895
Subventions d'exploitation	5.22	36 830	311 646
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges		64 890	104 801
Autres produits		1 199	4 597
Total des Produits d'exploitation (I)		9 488 763	10 181 199
Charges d'exploitation			
Achats de matières premières et autres approvisionnements		5 525 727	5 127 666
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)		-295 991	60 030
Autres achats et charges externes	5.23	2 840 818	3 227 146
Impôts, taxes et versements assimilés		60 357	59 165
Salaires et traitements	5.24	1 283 669	2 028 986
Charges sociales		315 986	466 958
Dotations aux amortissements et dépréciations			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	5.28	256 970	519 577
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			3 388
Autres charges	5.29	9 983	16 742
Total des Charges d'exploitation (II)		9 997 519	11 509 658
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		-508 756	-1 328 459
Produits financiers			
Autres intérêts et produits assimilés		1	151
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			78 053
Différences positives de change		870	2
Total V		871	78 206
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		23 290	67 231
Intérêts et charges assimilés		68 848	120 723
Différences négatives de change		36	56 753
Total VI		92 174	244 707
2. Résultat financier (V-VI)	5.30	-91 303	-166 501
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		-600 059	-1 494 960
Produits exceptionnels			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 454	7 981
Produits exceptionnels sur opérations en capital		305 974	636 626
Total VII		307 428	644 607
Charges exceptionnelles			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		102 748	62 115
Corrections d'erreurs			162 867
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 216
Total VIII		102 748	226 198
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	5.31	204 680	418 409
Impôts sur les bénéfices (X)	5.32	-180 724	-578 466
Total des produits (I+III+V+VII)		9 797 062	10 904 012
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		10 011 717	11 402 097
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)		-214 655	-498 085

3.2 Bilan

3.2.1 Actif

ACTIF (en €)		Note	Situation intermédiaire au 30/09/2021	Comptes annuels 31/03/2021
Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	5.1		
	Frais de développement		1 251 810	1 453 568
	Concessions, brevets et droits similaires		46 952	58 496
	Immobilisations en cours		1 729 108	379 390
	Immobilisations corporelles	5.1		
	Installations techniques, matériel et outillage		74 531	44 790
	Autres immobilisations corporelles		216 199	92 855
	Immobilisations financières	5.3		
	Autres titres immobilisés		206 015	206 015
	Autres immobilisations financières		273 275	269 775
Total II			3 797 890	2 504 889
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	5.4		
	Matières premières, approvisionnements		474 844	178 854
	Avances et acomptes versés sur commandes	5.5	1 553 051	1 398 468
	Créances			
	Clients et comptes rattachés	5.6	10 787 211	9 561 875
	Autres créances	5.7	2 839 354	1 843 219
Disponibilités	5.9	2 058 617	1 780 880	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance	5.10	50 296	55 504
	Total III		17 763 373	14 818 800
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)			21 561 263	17 323 689

3.2.2 Passif

PASSIF (en €)		Note	Situation intermédiaire 30/09/2021	Comptes annuels 31/03/2021
CAPITAUX PROPRES	Capital (dont versé : 2 002 080)	5.12	2 002 080	2 002 080
	Réserves			
	Réserve légale		94 052	94 052
	Autres réserves		582 229	1 080 314
	Report à nouveau			
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)		-214 655	-498 085
	Subventions d'investissement		22 534	27 534
	Total I		2 486 240	2 705 895
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs			
	Avances conditionnées	5.13	522 007	548 493
	Total II		522 007	548 493
PROVISIONS	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges	5.14	138 675	115 385
	Total III		138 675	115 385
DETTES	Dettes financières	5.15		
	Emprunts obligataires convertibles		4 000 350	1 000 350
	Emprunts auprès d'établissements de crédit		7 998 339	8 662 784
	Concours bancaires courants		562 596	451 379
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5.18	68 623	109 451
	Dettes d'exploitation			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5.16	3 514 413	2 329 687
Dettes fiscales et sociales	5.17	1 202 114	759 330	
Autres dettes		186 449	2 935	
Comptes de régularisation	Produits constatés d'avance	5.19	881 457	638 000
	Total IV		18 414 341	13 953 916
	Ecarts de conversion passif (V)			
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		21 561 263	17 323 689

3.3 Tableau de flux de trésorerie

Tableau des flux de trésorerie (en €)	Situation intermédiaire 30/09/2021	Comptes annuels 31/03/2021
Résultat net	-214 655	-498 085
Amortissement et provisions	280 260	548 921
Plus et moins values de cession	-1 233	1 218
Subventions d'investissements virées au résultat	-5 000	-10 000
Capacité d'autofinancement	59 372	42 054
Variation des stocks	-295 991	60 030
Variation des créances d'exploitation	-1 853 668	-5 082 493
Variation des dettes d'exploitation	2 013 652	1 449 298
Variation nette exploitation	-136 007	-3 573 165
Variation des créances hors exploitation	-517 179	-348 118
Variation nette hors exploitation	-517 179	-348 118
Variation du besoin en fonds de roulement	-653 186	-3 921 283
Flux de trésorerie générés par l'activité	-593 814	-3 879 229
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-1 477 086	-420 851
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-69 384	-106 805
Acquisitions d'immobilisations financières	-3 500	-230 000
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 233	
Réductions et cessions d'immobilisations financières		4 800
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-1 548 737	-752 856
Emissions d'emprunts	3 000 000	6 150 000
Remboursement d'emprunts	-690 931	-501 270
Dividendes		-71 905
Variation des comptes courants d'associés		-66
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	2 309 069	5 576 759
Variation de la trésorerie	166 518	944 674
Trésorerie d'ouverture	1 329 501	384 827
Trésorerie de clôture	1 496 021	1 329 501
<i>dont comptes bancaires débiteurs</i>	<i>2 058 599</i>	<i>1 780 862</i>
<i>dont concours bancaires courants</i>	<i>-562 596</i>	<i>-451 379</i>
<i>dont caisse</i>	<i>18</i>	<i>18</i>

3.4 Variation des capitaux propres

En €	Comptes annuels 31/03/2021	Affectation du résultat de l'exercice précédent	Résultat de la période	Reprise de subventions d'investissement	Augmentation de capital	Situation intermédiaire 30/09/2021
Capital souscrit-appelé-versé	2 002 080					2 002 080
Primes d'émission						0
Réserve légale	94 052					94 052
Autres réserves	1 080 314	-498 085				582 229
Report à nouveau						0
Résultat de l'exercice précédent	-498 085	498 085				0
Subventions d'investissement	27 534			-5 000		22 534
Total avant résultat	2 705 895	0	0	-5 000	0	2 700 895
Résultat de la période en cours			-214 655			-214 655
Total après résultat	2 705 895	0	-214 655	-5 000	0	2 486 240

3.5 Notes annexes aux états financiers intermédiaires

NOTE 1 : LA SOCIETE

La société Entech a pour activités principales le développement et la commercialisation de solutions de production et de stockage d'énergies renouvelables ainsi que la mise en place de systèmes intelligents de pilotage et de gestion des réseaux électriques permettant à ses clients d'augmenter l'efficacité de leurs installations et d'optimiser leur retour sur investissement. La Société opère aussi bien sur des installations reliées aux réseaux existants (on grid) que hors réseau (off grid) permettant la création de microgrids (micro-réseaux). Elle fournit également des solutions de production et de stockage de l'hydrogène vert (c'est-à-dire provenant d'énergies renouvelables). L'essor des énergies renouvelables a fait du stockage d'énergie et du pilotage intelligent des réseaux électriques des enjeux majeurs. La société vise à répondre à ces enjeux au travers de prestations clés en mains associant des expertises de conception, de conversion, de stockage et de pilotage. Ce positionnement vise à se démarquer de la concurrence par la capacité à gérer de bout en bout des projets complexes à forte valeur ajoutée.

NOTE 2 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Principes et conventions générales

La situation semestrielle au 30 septembre 2021 a été élaborée et présentée conformément au Plan Comptable Général et à la recommandation n°99.R.01 du 18 mars 1999 sur les comptes intermédiaires à l'exception de la présentation d'un compte de résultat 12 mois et non 6 mois au titre de la période comparative de l'exercice précédent au 31 mars 2021.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les corrections résultant d'erreurs, d'omissions matérielles, d'interprétations erronées ou de l'adoption d'une méthode comptable non admise sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice au cours duquel elles sont constatées, l'incidence, après impôt, des corrections d'erreurs significatives est présentée sur une ligne séparée du compte de résultat, sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres. »

La société a identifié postérieurement à l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020 par l'assemblée générale du 21 septembre 2020, des ajustements relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020. Les erreurs identifiées au titre des comptes historiques du 31 mars 2020 ont été corrigées dans les comptes statutaires du 31 mars 2021, conformément aux règles et principes comptables français. Les impacts liés aux corrections d'erreur identifiées sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été comptabilisés en résultat exceptionnel dans les comptes statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Le détail des erreurs corrigées relatives à l'exercice clos au 31 mars 2020 est présenté en note 6.

2.2. Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues sont identiques pour l'ensemble des situations et exercices présentés.

2.3. Principe de continuité d'exploitation

L'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le Conseil d'Administration compte tenu des fonds levés lors de l'introductions en bourse de la société sur Euronext Growth le 4 octobre 2021 (cf. paragraphe 4.2).

2.4. Jugements et estimations de la direction de la société

La préparation des états financiers semestriels nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et passifs à la date de situation, ainsi que sur les éléments de résultat des états financiers semestriels présentés. Ces estimations tiennent compte des données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportant des aléas.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et passifs qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations concernent :

- L'évaluation des résultats à terminaison des contrats de vente à long terme ;
- L'évaluation des coûts de développement activés au regard des avantages économiques futurs attendus ;
- L'évaluation de la dépréciation des créances clients ;
- L'évaluation des engagements de retraites.

2.5. Monnaie de présentation des comptes

Les états financiers et l'annexe sont présentés en euros.

NOTE 3 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées :

- Des frais de développement relatifs à des projets ;
- Des licences d'utilisation de logiciels.

Coûts de développement :

Les coûts de développement sont immobilisés, par contrepartie de la production immobilisée, lorsque les critères d'activation sont remplis. Les critères d'activation des coûts de développement sont les suivants :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement ;
- Intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre ;
- Capacité à utiliser ou vendre l'actif ;
- Perspective de l'actif incorporel à générer des avantages économiques ;
- Disponibilité des ressources financières pour finaliser l'actif ;
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses de l'actif.

Ces coûts de développement comprennent les salaires bruts et charges sociales des salariés ayant travaillé sur ces projets et sont calculés selon leur temps d'intervention.

Le démarrage de l'amortissement des coûts de développement s'effectue en pratique à compter de l'utilisation technique de l'immobilisation finalisée.

Les coûts de développement pour lesquels l'amortissement n'a pas débuté à la date de situation semestrielle sont présentés en « immobilisations en cours ».

A l'exception du projet « banc de test » amorti sur 2 ans, la durée d'utilisation et d'amortissement de coûts de développement est estimée à 5 ans, à compter de la date de leur mise en service.

A chaque arrêté, une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire s'avère inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la valeur d'usage à la date de l'arrêté et tient compte notamment de l'évolution de la réussite commerciale ainsi que des évolutions technologiques.

Logiciels :

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés.

Ils sont amortis sur une durée allant de 1 à 3 ans.

3.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Matériel industriel : Méthode linéaire sur 3 à 5 ans ;
- Installations générales : Méthode linéaire sur 3 à 5 ans ;
- Matériel de transport : Méthode linéaire sur 2 à 4 ans ;
- Matériel de bureau informatique : Méthode linéaire sur 3/4 ans ;
- Mobilier : Méthode linéaire sur 5 ans.

3.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des titres immobilisés et des dépôts et cautionnements.

Les titres immobilisés sont évalués au prix pour lequel ils ont été acquis.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de la situation semestrielle.

3.3. Dépréciation des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeurs sont réalisés pour les actifs immobilisés incorporels à durée de vie finie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur d'usage. La valeur d'usage est approchée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs, sur la base de paramètres issus des plans d'affaires à 5 ans établis par la société. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital.

Les actifs qui présentent une durée d'utilisation non limitée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut être déprécié.

3.4. Stocks

Les matières premières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de la situation semestrielle.

3.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées au cas par cas, par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

3.6. Opérations en devises

Les transactions libellées en devis sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires en devises sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture et/ou de situation. A l'exception des disponibilités, les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en écart de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes sont comptabilisées en résultat via une provision pour pertes de change.

3.7. Trésorerie

Les disponibilités sont constituées par des liquidités immédiatement disponibles, et des caisses.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change à la date de situation et/ou de la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Les découverts bancaires figurent en dettes financières courantes.

3.8. Frais d'émission d'emprunt

La société a pris l'option de comptabilisés les frais d'émission d'emprunt en charges de l'exercice et/ou de la situation.

3.9. Mobilisation de créances

La société a recours à la mobilisation de créances commerciales auprès de BPIFRANCE dont les principales particularités sont les suivantes :

- Période du contrat : du 1er mars 2021 au 30 novembre 2021 renouvelé jusqu'au 28 février 2022 ;
- Montant de l'encours maximal : 500 000 euros ;
- Garanties : Cessions de créances professionnelles consenties et gage espèces d'un montant de 50 000 euros.

Ces mobilisations de créances professionnelles sont comptabilisées comme suit :

- Lors de sa cession, Fin. Art. L.313-24), la créance disparaît de l'actif, mais s'y substitue une créance sur la banque cessionnaire comptabilisée en trésorerie active.
- La trésorerie reçue au titre du prêt accordé par l'établissement de crédit est comptabilisée en contrepartie d'une dette envers cet établissement, comptabilisée en dettes financières.

3.10. Capital social

Les éléments relatifs au capital social sont décrits dans la note 5.12. de la présente annexe.

3.11. Prime d'émission et frais d'augmentation de capital

La prime d'émission est constituée par l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées à l'apporteur.

La société Entech a pris l'option d'imputer les frais d'augmentation du capital sur le montant des primes d'émission afférentes aux augmentations de capital conformément à l'article L.232-9 du Code de commerce.

3.12. Avances conditionnées

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionné au succès technique et commercial du projet financé sont présentées au passif sous la rubrique « Avances conditionnées » et leurs caractéristiques sont détaillées en note 5.13.

3.13. Provisions passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour la Société.

Un passif éventuel fait l'objet d'une mention en annexe lorsque :

- la société a une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- la société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que la société n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

Provisions pour pertes à terminaison

Dans le cas où une affaire fait apparaître un résultat prévisionnel déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée pour couvrir l'ensemble de la perte prévisionnelle.

3.14. Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires convertibles en actions sont enregistrés au passif du bilan dans la rubrique Emprunts et dettes financières pour le montant de l'emprunt émis, diminué des amortissements constatés.

Le cas échéant, une provision pour prime de non-conversion est constituée à la clôture de l'exercice et/ou de la situation semestrielle afin de couvrir le risque de non-conversion lors de l'échéance.

Cette provision est calculée sur la base de la valeur nominale de l'emprunt obligataire, au prorata du montant des obligations émises et à compter de leur date de souscription, selon le taux contractuel.

3.15. Dettes

Les dettes sont comptabilisées initialement pour leur valeur nominale.

3.16. Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société correspond :

- à de chantiers de développement et d'installation de solutions de production et de stockage d'énergies renouvelables ainsi que la mise en place de systèmes intelligents de pilotage et de gestion des réseaux électriques permettant à ses clients d'augmenter l'efficacité de leurs installations et d'optimiser leur retour sur investissement.

Ce chiffre d'affaires est qualifié de contrat à long terme, et reconnu conformément à la méthode dite de l'avancement décrite à l'article 622-2, alinéa 3 du PCG.

Cette méthode consiste à constater un résultat en appliquant au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement (art. 622-3 du PCG). Ce pourcentage d'avancement est déterminé en utilisant les modalités qui permettent de mesurer de façon fiable, selon leur nature, les travaux ou services exécutés et acceptés. Pour cela, la société Entech établit un rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

Le cas échéant, soit une provision pour factures à établir, soit un produit constaté d'avance est constaté.

- à des prestations de services correspondant à des études dont le chiffre d'affaires est reconnu à la date de réalisation de la prestation ; à des prestations de maintenance dont le chiffre d'affaires est reconnu prorata temporis sur la durée du contrat.

Lorsque le résultat estimé à terminaison est négatif, une provision pour risques et charges est comptabilisée afin de constater immédiatement ladite perte à terminaison.

3.17. Production immobilisée

La production de l'exercice conservée par l'entreprise en vue de son immobilisation constitue un produit d'exploitation enregistré à son coût de production (PCG, art.947-72) au compte 72 « Production immobilisée ».

3.18. Produits et charges exceptionnels

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.19. Subvention

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées immédiatement en produit d'exploitation. Dès lors qu'elles sont rattachées à un contrat long terme, elles sont comptabilisées au rythme de l'avancement dudit contrat.

Subventions finançant des dépenses de recherche et développement

Les subventions finançant des dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en produit exceptionnel au même rythme que les dépenses c'est-à-dire, au prorata des dépenses engagées par rapport aux dépenses prévisibles du projet.

3.20. Crédit d'Impôt Recherche

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est octroyé aux entreprises par l'administration fiscale afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1^{er} janvier 2005, au sein de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et ayant conclu avec la France une convention d'intégration fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Compte tenu du statut de PME au sens communautaire de la société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation. Le Crédit d'Impôt Recherche est présenté au poste impôts sur les sociétés dans le compte de résultat.

3.21. Crédit d'Impôt Innovation

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche et d'innovation peuvent également bénéficier d'un Crédit d'impôt Innovation (CII).

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche et d'innovation ont été encourues. Compte tenu du statut de PME au sens communautaire de la société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation. Le Crédit d'Impôt Innovation est présenté au poste impôts sur les sociétés dans le compte de résultat.

3.22. Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

En application de la loi française, la Société a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé en application de la convention collective applicable conformément à la recommandation ANC 2013.

Hypothèses retenues :

- Taux d'actualisation de 0.72 % en 2021 et 1.42 % en 2020 ;
- Taux de rotation du personnel : 2 % ;
- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 60 / 67 ans (lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein) ;
- Table de mortalité INSEE 2019.

Les engagements éventuels sont suivis dans les engagements hors bilan. Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont effectivement supportées.

3.23. Résultat par action

Le résultat net comptable de base par action est obtenu en divisant le résultat net comptable par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

La société a procédé, en novembre 2018, à l'émission d'obligations convertibles en actions donnant accès au capital dont les principaux termes sont détaillés en note 5.15.1.

Par ailleurs, en date du 23 décembre 2020, la société a procédé à l'attribution de BSPCE au bénéfice de certains salariés, dont les modalités d'émission sont détaillées en note 5.12.

Le calcul du résultat dilué par action se calculera avec l'hypothèse que toutes les obligations seront converties en actions et que tous les bons de souscription seront exercés.

Toutefois, étant donné que la situation intermédiaire au 30 septembre 2021 est déficitaire, le résultat dilué par action sera inférieur au résultat de base par action et par conséquent, nous ne communiquerons pas ce chiffre.

3.24. Information Sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers qui est individualisé au sein de la société.

La société Entech a communiqué dans sa note 5.21 son chiffre d'affaires décomposé par secteur d'activité, à savoir :

- Production ;
- Hydrogène ;
- Stockage.

3.25. EBITDA

Le terme d'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et ne peut pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres sociétés. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

Le terme « EBITDA », en anglais, « *Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation, and Amortization* », désigne le résultat d'exploitation de la société avant que n'y soient soustraits les dotations aux amortissements et les provisions sur immobilisations, et les dotations nettes des reprises aux dépréciations sur stocks et créances clients. Il met en évidence le profit généré par l'activité indépendamment des conditions de son financement, des contraintes fiscales et du renouvellement de l'outil d'exploitation.

NOTE 4. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

4.1 Evènements significatifs de la période

Par décisions de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021 et par décisions du conseil d'administration en date du 8 septembre 2021, la société Entech a émis 3 000 000 d'obligations convertibles de valeur nominale d'un euro auprès du fonds Epopée Gestion. Cet emprunt obligataire est souscrit pour une durée d'un an.

Par décisions de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021, la valeur nominale d'une action est passée de 96 € à 0,20 €, et corrélativement, le nombre d'actions composant le capital social est passé de 20 855 à 10 010 400.

Corrélativement aux décisions portant sur la valeur nominale et le nombre d'actions constituant le capital social, il a été autorisé de modifier les modalités de l'émission des 1 710 obligations convertibles en actions ordinaires de la société en date du 14 novembre 2018, ainsi que la modification du règlement du plan d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE).

Par décision de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021, la société Entech, initialement société par actions simplifiée, s'est transformé en société anonyme et s'est dotée d'un conseil d'administration.

4.2. Evènements postérieurs à la clôture

Introduction en bourse

La société a été introduite en bourse sur le marché Euronext Growth à Paris le 4 octobre 2021. Le produit brut de l'émission des nouvelles actions s'élève à 25,3 M€ et permettra le financement du développement de ses activités.

Un montant total de 3 165 468 actions (hors clause d'extension et option de surallocation) était offert à la souscription.

La demande globale s'est élevée à 6 902 858 titres, soit 2,2 fois l'offre initiale, dont 5 424 890 titres pour le Placement Global et 1 477 968 titres pour l'Offre à Prix Ouvert.

Face à cette forte demande, le conseil d'administration d'Entech, réuni le 29 septembre 2021, a fixé le prix définitif de l'action à 6,95 €, soit le milieu de la fourchette indicative de prix, et a constaté l'exercice intégral de la clause d'extension pour 474 820 actions soit un nombre maximum d'actions nouvelles émises de 3.640.288.

L'option de surallocation exercée partiellement, a par ailleurs résulté en la cession par les actionnaires actuels de la Société de 396 898 actions existantes de la Société, au prix de l'introduction, soit un montant de 2 758 441,10 €.

Concomitamment, les OCA 1 souscrites par Unexo et Force 29 en novembre 2018 ont fait l'objet d'une conversion. Les OCA 2 souscrites par Unexo et Force 29 en novembre 2018 ont, quant à elle, été remboursées en décembre 2021, comme annoncé lors de l'introduction en bourse.

NOTE 5. NOTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS

5.1. Etat des immobilisations incorporelles et corporelles

IMMOBILISATIONS (en €)	31/03/2021	Augmentation	Diminution	Virement de compte à compte	30/09/2021
Frais d'établissement					
Frais de développement	2 433 109				2 433 109
Concessions, brevets et droits similaires	159 057	9 474			168 531
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations en cours	379 390	1 467 612		-117 894	1 729 108
Avances et acomptes					
Immobilisations incorporelles	2 971 556	1 477 086	0	-117 894	4 330 748
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage	75 369	41 196			116 565
Autres immobilisations corporelles	196 629	28 188	1 350	117 894	341 361
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	271 998	69 384	1 350	117 894	457 926
TOTAL	3 243 554	1 546 470	1 350	0	4 788 674

Les immobilisations incorporelles en cours au 30 septembre 2021, soit 1 729 K€, correspondent à hauteur de 1 052K€ au projet POGRA (Positive Grid Area) permettant le développement d'un modèle de smartgrid appliqué à un bâtiment et son environnement et à hauteur de 363 K€ aux frais d'introduction en bourse.

5.2. Etat des amortissements

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS (en €)	31/03/2021	Dotations de l'exercice	Diminutions / Reprises	30/09/2021
Frais d'établissement				
Frais de développement	979 541	201 759		1 181 300
Concessions, brevets et droits similaires	100 561	21 018		121 579
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements des immobilisations incorporelles	1 080 102	222 777	0	1 302 879
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	30 579	11 455		42 034
Autres immobilisations corporelles	103 774	22 738	1 350	125 162
Amortissements des immobilisations corporelles	134 353	34 193	1 350	167 196
TOTAL	1 214 455	256 970	1 350	1 470 075

5.3. Etat des immobilisations financières

Au cours de la période présentée, les immobilisations financières ont évolué comme suit :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES (en €)	31/03/2021	Augmentation	Diminution	30/09/2021
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés	221 815			221 815
Autres immobilisations financières	269 775	3 500		273 275
Total immobilisations financières	491 590	3 500	0	495 090

- SAS GEPS TECHNO : 200 900 € (1.66 % du capital) ;
- SAS WEST AIR : 15 800 € (15.04 % du capital), dépréciés à 100 % ;
- SAS ATL-EN-TIC : 5 000 € (20 % du capital) ;
- FINISTERE MER VENT : 100 € (0.02 % du capital).

Les autres immobilisations financières concernent 108 K€ de dépôt de garantie dont 95 K€ versés à notre bailleur, la SCI MENEZ PRAT KEMPER, 85 K€ de retenues de garantie sur des emprunts souscrits auprès de BPIFRANCE, 30 K€ de compte courant bloqué avec ATL-EN-TIC, et 50 K€ de retenues de garantie dans le cadre du contrat de mobilisation de créances.

5.4. Stocks

Les stocks se détaillent de la façon suivante :

STOCKS ET EN COURS (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Matières premières, approvisionnements	474 844	178 853
En-cours de production de biens et services		
Produits intermédiaires et finis		
Marchandises		
Total stocks et en cours	474 844	178 853

5.5. Avances et acomptes versés sur commandes

Les avances et acomptes versés passent de 1 398 K€ au 31 mars 2021 à 1 553 K€ au 30 septembre 2021. Au 30 septembre 2021, le poste comprend essentiellement 2 acomptes versés pour un total de 980 K€ dans le cadre d'un achat de batteries non réceptionnées au 30 septembre 2021.

5.6. Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés se détaillent de la manière suivante :

CREANCES CLIENTS (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Créances clients	3 210 530	4 347 038
Clients douteux	2 174 482	2 174 482
Factures à établir	6 073 045	3 711 202
Provisions pour dépréciations	-670 847	-670 847
VALEURS NETTES	10 787 210	9 561 875

Au 30 septembre 2021, les dépréciations constatées portent sur :

- Des redressements judiciaires ;
- Des litiges commerciaux ;

A l'exception d'un litige commercial provisionné à hauteur de 380 K€ correspondant à 25 % de la créance HT, les créances douteuses sont provisionnées à hauteur de 100%.

Le litige commercial susvisé concerne un client qui a conclu fin 2018 avec la Société un contrat cadre de fourniture d'équipements et d'installations de stockage, puis, début 2019, dix contrats d'application au moyen de contrats d'application au contrat cadre. Dans le cadre de l'exécution de ce contrat, la Société a mobilisé et engagé des ressources humaines et matérielles justifiant la comptabilisation d'un chiffre d'affaires à l'avancement de 1.522 K€ et d'une créance TTC de 1.826 K€ au 31 mars 2019. Unilatéralement,

le client a notifié courant avril 2019 à la Société son refus d'exécuter le contrat. Depuis cette date, des négociations sont en cours entre la Société et son client afin d'aboutir à un accord transactionnel.

Dans ce contexte d'incertitude inhérent à tout litige la société a constaté, en considérant les arguments juridiques dont elle dispose, une dépréciation de 380K€ au 30 septembre 2021, correspondant à la meilleure estimation de la direction.

Aucune dépréciation n'a été constatée au 30 septembre 2021 sur les créances clients, hors douteux, en application de la note 3.5.

5.7. Autres créances

Les autres créances passent de 1 843 219 euros au 31 mars 2021 à 2 839 354 euros au 30 septembre 2021.

AUTRES CREANCES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Avoirs non parvenus	14 396	13 159
Fournisseurs débiteurs	8 631	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	213	512
Crédit d'Impôt Recherche	741 496	560 772
Crédit d'Impôt Innovation	17 694	17 694
Acompte IS / Solde IS		36 532
Taxe sur la valeur ajoutée	522 962	53 575
Retenue de Garantie	43 698	7 282
Débiteurs divers	224	224
Divers produits à recevoir	1 490 040	1 153 469
TOTAL	2 839 354	1 843 219

Au 30 septembre 2021, le poste crédit impôt recherche est composé du CIR déclaré au titre de l'année civile 2020 d'un montant de 560 K€ payé sur novembre 2021 et d'une provision de 180 K€ au titre de la période 2021.

Le poste divers produits à recevoir correspond essentiellement aux subventions à recevoir suivantes :

- A hauteur de 927 K€ à une subvention notifiée par le FEDER d'un montant maximum de 1.150 K€, plafonnée à 45% des dépenses réellement engagées, dans le cadre du « POGRA (Positive Grid Area) », permettant le développement d'un modèle smartgrid appliqué à un bâtiment et son environnement ;
- A hauteur de 351 K€ à une subvention notifiée par le FASEP (Fonds d'étude et d'aide au secteur privé) dans le cadre d'un projet mené au Cameroun pour l'Institut Pasteur.

5.8. Echéances des créances

Par ailleurs, les échéances des créances se présentent ainsi :

ECHÉANCES DES CRÉANCES AU 30 SEPTEMBRE 2021 (en €)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	273 275		273 275
Avances et acomptes sur commandes	1 553 051	1 553 051	
Clients douteux ou litigieux	2 174 482	2 174 482	
Créances clients	9 283 575	9 283 575	
Personnel et comptes rattachés	213	213	
Impôts sur les bénéfices (dont CIR / CII)	759 190	759 190	
Taxe sur la valeur ajoutée	522 962	522 962	
Fournisseurs débiteurs	8 631	8 631	
Avoirs non parvenus	14 396	14 396	
Retenue de Garantie	43 698	43 698	
Débiteurs divers	224	224	
Divers produits à recevoir	1 490 040	1 490 040	
Charges constatées d'avance	50 296	50 296	
TOTAL	16 174 033	15 900 758	273 275

5.9. Trésorerie nette

La trésorerie nette se présente de la manière suivante :

DISPONIBILITES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Trésorerie	2 058 599	1 780 862
Caisse	18	18
Mobilisation de créances	-162 596	-451 379
Billets de trésorerie	-400 000	
Trésorerie nette	1 496 021	1 329 501

5.10. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de la période présentée portent sur des charges d'exploitation.

5.11. Produits à recevoir

Les produits à recevoir se décomposent ainsi :

PRODUITS A RECEVOIR (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Clients - factures à établir	6 073 045	3 711 202
Fournisseurs - avoirs non parvenus	14 396	13 159
Organismes sociaux produits à recevoir		
Etat - produits à recevoir		
Divers produits à recevoir	1 490 040	1 153 469
TOTAL	7 577 481	4 877 830

5.12. Capital social

Au 30 septembre 2021, le capital social s'élève à 2 002 080 € et se décompose en 10 010 400 actions d'une valeur nominale de 0.20 €, entièrement libérées.

Par décisions de l'assemblée générale mixte en date du 4 juin 2021 :

- La valeur nominale d'une action est passée de 96 € à 0,20 €,
- Corréativement, le nombre d'actions composant le capital social est passé de 20 855 à 10 010 400

Le 23 décembre 2020, la société a procédé à l'attribution de BSPCE au bénéfice de certains salariés.

Les modalités d'émission sont les suivantes :

- Emission de 260 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise de catégorie 2020-1 qui donneront le droit de souscrire 260 actions ordinaires de la Société et ce sur une période n'excédant pas 10 ans avec un prix d'exercice du BSPCE 2020-1 de 684,50 euros (dont 96 euros de valeur nominale et 588,50 € de prime d'émission). Il est précisé que le prix d'émission et le nombre d'actions sous jacentes tiennent compte de la valeur nominale d'une action à la date de l'attribution, soit avant la division de cette dernière par 480 décidée par l'assemblée générale en date du 4 juin 2021. Par ailleurs, compte tenu du départ d'un bénéficiaire, seuls 130 BSPCE peuvent être encore exercés.
- Emission de 100 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise de catégorie 2020-2 qui donneront le droit de souscrire 100 actions ordinaires de la Société et ce sur une période n'excédant pas 10 ans avec un prix d'exercice du BSPCE 2020-1 de 684,50 euros (dont 96 euros de valeur nominale et 588,50 € de prime d'émission). Il est précisé que le prix d'émission et le nombre d'actions sous jacentes tiennent compte de la valeur nominale d'une action à la date de l'attribution, soit avant la division de cette dernière par 480 décidée par l'assemblée générale en date du 4 juin 2021.

5.13. Avances conditionnées

Le poste « Avances conditionnées » correspondent au 30 septembre 2021 à des avances remboursables obtenues de Bpifrance, de l'ADEME et l'association des 7 Technopoles de Bretagne pour financer des programmes de recherche et développement.

Le remboursement de ces avances est conditionné :

- à la réussite des projets subventionnés par Bpifrance sur le plan technique et commercial et ;
- selon un échéancier pour les autres organismes financiers quel que soit l'aboutissement des projets.

Les avances conditionnées se détaillent ainsi :

AVANCES CONDITIONNEES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Avance remboursable BPI	406 660	430 410
Avance remboursable ADEME	114 447	114 447
Avance remboursable TECHNOPOLE	900	3 636
Total	522 007	548 493

Compte tenu d'une part des réussites attendues sur les projets subventionnés par Bpifrance et, d'autre part des échéanciers en vigueur sur les autres, le remboursement des avances s'étalera dans le temps comme suit :

AVANCES CONDITIONNEES AU 30 SEPTEMBRE 2021 (En €)	Montant brut A 1 an au plus	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
BPI	406 660	95 000	265 250
ADEME	114 447	0	114 447
TECHNOPOLE	900	900	
Total	522 007	95 900	379 697

5.14. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sur les exercices présentés se présentent comme suit :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (en €)	31/03/2021	Dotations	Reprises	30/09/2021
Provisions pour prime de non conversion	115 385	23 290		138 675
Provisions pertes à terminaison				
Total	115 385	23 290	0	138 675

Les provisions pour risques et charges correspondent exclusivement à une provision pour prime de non-conversion de l'emprunt obligataire convertible OCA2 émis en novembre 2018.

Le montant global de la prime est estimé à 342 004€ au titre de l'emprunt obligataire convertible OCA2.

La société n'a pas identifié de contrat à long terme déficitaire au 30 septembre 2021, justifiant l'absence de provision pour perte à terminaison.

5.15. Emprunts et dettes financières

Au 30 septembre 2021, les emprunts et dettes financières évoluent ainsi :

EVOLUTION DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (en €)	Au 31/03/2021	Nouvel emprunt	Rembourst	Au 30/09/2021
Emprunts obligataires convertibles	1 000 350	3 000 000		4 000 350
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 662 784		664 445	7 998 339
Dettes sur créances mobilisées	451 379	162 596	451 379	162 596
Billets de trésorerie	0	1 400 000	1 000 000	400 000
Emprunts et dettes financières diverses				0
Total	10 114 513	4 562 596	2 115 824	12 561 285

5.15.1. Emprunts obligataires convertibles

Un emprunt obligataire a été souscrit le 14 novembre 2018 :

- Durée de 7 ans ;
- Le montant nominal de l'emprunt obligataire est fixé à la somme maximale, en principal, de 1 000 350 €. Chaque OCA (obligation convertible en action) a été émise pour un prix de 585 €. L'emprunt obligataire est divisé en une première tranche de 855 OCA 1 et en une seconde tranche de 855 OCA 2 ;
- Particularités des OCA 1 :
 - Le taux d'intérêt versés pour les OCA 1 est fixé au taux fixe de 3 % par an ;
 - En cas de non-conversion des OCA 1, la prime de non conversion s'élèvera à 6 % capitalisée permettant aux porteurs des OCA 1 de constater un taux actuariel de 9 % par an en cas de non-conversion des OCA 1.
- Particularités des OCA 2 :
 - Le taux d'intérêt versés pour les OCA 2 est fixé au taux fixe de 4 % par an ;
 - En cas de non-conversion des OCA 2, la prime de non conversion s'élèvera à 7 % capitalisée permettant aux porteurs des OCA 2 de constater un taux actuariel de 11 % par an en cas de non-conversion des OCA 2.

Comme indiqué à la note 3.13, la probabilité de non-conversion des obligations en actions a conduit la société à provisionner le risque de versement de la prime de non-conversion des OCA 2 dans ses comptes individuels au 31 mars 2021 et dans la situation au 30 septembre 2021, étant précisé que l'intention de conversion des OCA 1 était connue au moment d'arrêter les comptes annuels au 31 mars 2021.

Lors de l'introduction en bourse de la société Entech, les OCA1 ont fait l'objet d'une conversion en actions tandis que les OCA2 ont fait l'objet d'un remboursement en décembre 2021.

Un second emprunt obligataire a été souscrit le 8 septembre 2021 auprès du fonds Epopée Gestion :

- Durée de 1 an ;
- Le montant nominal de l'emprunt obligataire est fixé à la somme maximale, en principal, de 3 000 000 €. Chaque OCA (obligation convertible en action) a été émise pour un prix de 1 €. Le taux d'intérêt est de 3 % (taux fixe). L'emprunt obligataire est divisé en 3 000 000 d'obligations ;
- Le contrat prévoit qu'en cas d'IPO dans les six mois de la date de réalisation, le nombre d'actions ordinaires total à émettre est estimé à 431 655.

5.15.2. Emprunts auprès des établissements de crédit

Les emprunts souscrits auprès des établissements de crédit ont pour objet le financement de l'innovation, le renforcement de la structure financière et le financement des besoins à court terme.

Le détail de chaque ligne existant au 30 septembre 2021 est le suivant :

EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 30/09/2021 (en €)	Montant nominal	Date de souscription	Taux d'intérêt	Solde restant dû	Dont < 1 an	Dont de 1 à 5 ans	Dont > 5 ans
BPI	700 000	07/12/18	1,72%	665 000	140 000	525 000	
BPI	1 000 000	06/04/20	1,89%	1 000 000	50 000	800 000	150 000
BPI	1 000 000	20/04/20	2,50%	937 500	250 000	687 500	
BPI CLUB	2 000 000	09/03/21	EURIBOR 3 MOIS + 0,55%	1 800 000	360 000	1 440 000	
CE	500 000	28/05/20	0,75%	406 774	70 534	287 483	48 757
CMB	400 000	23/08/16	0,95%	135 863	67 610	68 253	
CMB	600 000	06/04/20	0,55%	480 428	84 966	344 576	50 886
CMB PGE	350 000	23/04/20	0,00%	350 000	36 741	313 259	
CA PGE	350 000	11/05/20	0,00%	350 000	28 874	321 126	
CA	1 002 577	03/10/18	0,55%	672 044	166 631	505 413	
CIC PGE	350 000	04/05/20	0,00%	350 000	28 794	321 206	
CIC	1 000 000	04/07/19	0,72%	824 471	141 564	576 549	106 358
Intérêts courus				26 259	26 259		
Total				7 998 339	1 451 973	6 190 365	356 001

Aucun de ces emprunts n'est soumis à des clauses de respect de ratios financiers.

5.15.3. Echéance des emprunts et dettes financières

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES AU 30 SEPTEMBRE 2021 (en €)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	4 000 350	4 000 350		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 998 339	1 451 972	6 190 364	356 003
Dettes sur créances mobilisées	162 596	162 596		
Billets de trésorerie	400 000	400 000		
Total	12 561 285	6 014 918	6 190 364	356 003

Les Prêts Garantis par l'Etat (d'un montant de 1.050 K€) souscrits sur l'exercice clos le 31 mars 2021, sont en période de franchise jusqu'au mois de mai 2022.

5.16. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

DETTES FOURNISSEURS (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 514 413	2 329 687
VALEURS NETTES	3 514 413	2 329 687

5.17. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales de la période présentée se détaillent ainsi :

DETTES FISCALES ET SOCIALES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Dettes sociales	300 885	311 949
Dettes fiscales	901 229	447 381
Total	1 202 114	759 330

Il est à noter que la variation des dettes fiscales entre le 30 septembre 2021 (1 202 K€) et le 31 mars 2021 (759 K€) est essentiellement lié à la TVA sur la provision pour Factures à Emettre (863 K€, soit + 477 K€).

5.18. Echéances des dettes

Les échéances des dettes se présentent ainsi :

ECHÉANCES DES DETTES AU 30/09/2021 (en €)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avances conditionnées	522 007	95 900	379 697	53 000
Emprunts obligataires convertibles	4 000 350	4 000 350		
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	562 596	562 596		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	7 998 339	1 451 972	6 190 364	356 003
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	68 623	68 623		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 514 413	3 514 413		
Personnel et comptes rattachés	182 698	182 698		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	118 187	118 187		
Taxe sur la valeur ajoutée	864 314	864 314		
Autres impôts taxes et assimilés	36 915	36 915		
Autres dettes	186 448	186 448		
Produits constatés d'avance	881 457	881 457		
Total	18 936 347	11 963 873	6 570 061	409 003

Les avances et acomptes reçus correspondent exclusivement à des acomptes clients.

5.19. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance de la période présentée correspondent à des niveaux de facturations émises supérieurs à l'avancement budgétaire constaté sur les projets en-cours à la date de situation.

5.20. Charges à payer

Les charges à payer se décomposent ainsi :

CHARGES A PAYER (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Intérêts courus sur emprunts	26 259	12 732
Fournisseurs - charges à payer	1 193 146	214 404
Personnel - congés à payer	178 268	181 694
Personnel - autres charges à payer	4 252	6 220
Charges sociales à payer	23 303	40 642
Etat - charges à payer	27 224	11 312
Clients - rabais, remises, ristournes à accorder	185 251	2 935
Total	1 637 703	469 939

Les charges à payer aux fournisseurs correspondent aux réceptions de biens et services effectuées mais non facturées à la date de clôture.

5.21. Chiffre d'affaires

L'évolution du chiffre d'affaires est la suivante :

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Production vendue de biens	7 079 897	9 258 536
Production vendue de services	1 187 044	169 723
Chiffres d'affaires net	8 266 941	9 428 259

La décomposition du chiffre d'affaires par secteur géographique est la suivante :

CA PAR SECTEUR GEOGRAPHIQUE (en €)	30/09/2021	31/03/2021
France	7 459 551	6 521 515
Export	807 390	2 906 744
Chiffres d'affaires net	8 266 941	9 428 259

La décomposition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

CA PAR SECTEUR D'ACTIVITE (en K€)	30/09/2021	31/03/2021
Production	4 233	3 811
Stockage	3 929	5 490
Hydrogène	105	127
Chiffres d'affaires net	8 267	9 428

5.22. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Production stockée		
Production immobilisée	1 118 904	331 895
Subventions d'exploitation	36 830	311 646
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges	64 890	104 801
Autres produits	1 199	4 597
Total	1 221 823	752 939

Au 30 septembre 2021, la production immobilisée porte sur les projets de développement suivants :

- L'aménagement des nouveaux locaux pour 68 K€ ;
- Le programme POGRA (développement d'un modèle de smartgrid appliqué à un bâtiment et son environnement) pour 797 K€ ;
- Le programme de développement solution Microgrid pour 208 K€.
- Autres projets pour 46 K€.

Au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021, les subventions d'exploitation correspondent à un don du FASEP (Fonds d'Etude et d'Aide au Secteur Privé) destiné à financer partiellement un projet de stockage réalisé pour le Centre Pasteur au Cameroun. Sur l'enveloppe totale du don de 527K€, un produit de 308 K€ a été comptabilisé au titre de l'exercice clos 31 mars 2021 ; 37K€ au titre de la situation au 30 septembre 2021. Ce don a été comptabilisé au rythme de l'avancement du projet.

5.23. Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes se décomposent de la façon suivante sur les exercices présentés :

AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Achats études et sous-traitance	1 894 044	1 955 409
Achats non stockés	125 624	93 773
Crédits-bails	6 149	15 642
Locations immobilières et charges locatives	188 996	80 207
Locations matériels	57 914	102 868
Entretiens, réparations et maintenance	34 088	80 028
Primes d'assurances	66 278	54 512
Documentation générale	3 231	6 347
Personnel détaché, intérimaires	130 879	184 261
Commissions sur ventes		98 185
Honoraires et frais d'actes	112 653	184 354
Publicité, foires, expositions	3 610	4 648
Transport	36 621	67 082
Frais de déplacement, missions et réceptions	119 866	201 250
Frais de télécommunication	16 739	19 380
Services bancaires	37 227	69 958
Cotisations diverses	6 904	9 242
Total	2 840 823	3 227 146

Les autres achats et charges externes passent de 3 227 K€ au 31 mars 2021 (pour une période de 12 mois) à 2 841 K€ au 30 septembre 2021 (pour une période de 6 mois).

Les principaux postes se présentent ainsi :

- achats d'études et sous-traitance pour 1 894 K€ : la Société a eu recours à de la sous-traitance de capacités dans le cadre notamment d'installations et de câblage de centrales photovoltaïques et à de la sous-traitance de compétences (entreprises spécialisées en soudure, chaudronnerie, etc..).
- Locations immobilières pour 189 K€ : ce poste intègre essentiellement le loyer du bâtiment loué à la SCI Menez Prat Kemper (ensemble atelier + bureaux) sur une base de 380 K€ annuels ;
- les honoraires sont essentiellement composés d'honoraires juridiques et comptables ;
- Les frais de déplacement, missions et réceptions évoluent corrélativement à l'activité ;

5.24. Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

CHARGES DE PERSONNEL (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Salaires et traitements	1 283 669	2 028 986
Charges sociales	315 986	466 958
Total	1 599 655	2 495 944
<i>Taux moyen de charges sociales</i>	<i>24,6%</i>	<i>23,0%</i>

Le faible taux moyen de charges sociales provient du dispositif d'exonération des cotisations patronales des « jeunes entreprises innovantes ».

5.25. Effectifs

L'évolution des effectifs est la suivante :

EFFECTIF MOYEN (6 mois glissants)	30/09/2021	31/03/2021
Cadres	34	27
ETAM	30	28
Total	64	55

L'effectif moyen de la Société sur 6 mois glissants est passé de 55 salariés au 31 mars 2021 à 64 salariés au 30 septembre 2021, les embauches sur la période considérée se sont essentiellement portées sur des profils d'ingénieurs et techniciens dédiés au Bureau d'Etudes et des techniciens dédiés aux Chantiers.

5.26. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations brutes des dirigeants au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2021 s'élèvent au total à 63 000 € pour une période de 6 mois, contre 119 310 € au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 et pour une période de 12 mois.

5.27. Indicateur alternatif de performance : EBITDA

La société a fait le choix de communiquer sur l'agrégat « EBITDA » compte tenu de son caractère significatif quant à l'analyse de sa performance financière.

EBITDA (en €)	30/09/2021	31/03/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 508 757	- 1 328 459
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT SUR IMMOBILISATIONS	256 970	519 577
DOTATIONS NETTES DES REPRISES AUX PROVISIONS SUR L'ACTIF CIRCULANT		3 388
EBITDA	- 251 787	- 805 494

5.28. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Les dotations aux amortissements sont ventilées de la façon suivante :

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Dotations aux amortissements sur immobilisations	256 970	519 577
Dotations aux provisions sur actif circulant		3 388
Dotations aux amortissements des charges à répartir		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Total	256 970	522 965

5.29. Autres charges d'exploitation

Les autres charges se décomposent comme suit :

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Charges diverses de gestion courante	6	16 512
Autres charges	9 977	230
Total	9 983	16 742

5.30. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

RESULTAT FINANCIER (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Autres intérêts et produits assimilés	1	151
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		78 054
Différences positives de change	870	2
Produits financiers	871	78 207
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	23 290	67 231
Intérêts et charges assimilées	68 848	120 723
Différences négatives de change	36	56 753
Charges financières	92 174	244 707
Résultat financier	-91 303	-166 500

Les dotations et reprises aux provisions correspondent aux provisions pour primes de non-conversion des obligations.

5.31. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

RESULTAT EXCEPTIONNEL (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Produits d'indemnités d'assurance		5 300
Quote-part de subvention	304 741	636 626
Produits de cession des immobilisations	1 233	
Autres produits exceptionnels	1 454	2 681
Produits exceptionnels	307 428	644 607
Ajustement sur subvention		58 288
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	90 971	1 218
Corrections d'erreurs		162 867
Autres charges exceptionnelles	11 777	3 826
Charges exceptionnelles	102 748	226 199
Résultat exceptionnel	204 680	418 408

La quote-part de subvention se détaille ainsi :

Subventions inscrites au résultat (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Subventions comptabilisées en produits exceptionnels	299 741	626 626
Quote-part de subvention d'investissements étalée dans le temps	5 000	10 000
Total	304 741	636 626

Comme indiqué en note 5.7, la société a été notifiée le 16 septembre 2020 d'une subvention FEDER (Fonds européen de développement régional) d'un montant de 1 150 K€, plafonné à 45% des dépenses engagées, permettant le développement d'un modèle de smartgrid appliqué à un bâtiment et son environnement.

Cette subvention a été enregistrée en produit de l'exercice au rythme de l'avancement des dépenses engagées, soit pour un montant de 300 K€ au 30 septembre 2021 et de 627 K€ au 31 mars 2021.

5.32. Impôts sur les bénéficiaires

5.32.1. Impôt courant

Le montant de l'impôt exigible au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2021 est nul compte-tenu des pertes fiscales constatées.

5.32.2. Crédit d'impôt Recherche / Crédit d'impôt Innovation

Le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt Innovation comptabilisé au 30 septembre 2021 s'élève à 180 724 € euros contre 578 466 euros constatés au 31 mars 2021.

Le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt Innovation s'élèvent au 31 mars 2021 à la somme de 578 466 euros et ont fait l'objet d'un remboursement en novembre 2021.

Le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt Innovation sont présentés au poste Impôts sur les Sociétés dans le compte de Résultat.

5.32.3. Accroissement / Allègement de la dette future d'impôt

Dans le cadre de l'allègement de la dette future d'impôt, le solde cumulé des déficits antérieurs reportables est de 1 276 134 € au 30 septembre 2021 dont 347 254 € au titre de la période présentée.

5.33. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour la période présentée se détaillent ainsi :

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Contrôle légal des comptes	20 000	26 000
- GORIOUX FARO ET ASSOCIES		13 000
- DELOITTE	20 000	13 000
Autres diligences et prestations directement liées	-	-
Total	20 000	26 000

5.34. Engagements hors bilan

5.34.1. Engagements donnés

Engagements financiers

Les engagements financiers donnés se présentent ainsi :

ENGAGEMENTS DONNES (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Nantissement du fonds de commerce	2 174 478	2 174 478
Nantissement compte garantie factor		
Total engagements financiers donnés	2 174 478	2 174 478

Engagement de départ en retraite

Les engagements de départ en retraite ne sont pas comptabilisés. Le montant de l'engagement hors bilan (charges comprises) s'élevait à 84 732 € au 31 mars 2021.

Les engagements n'ont pas été recalculés au 30 septembre 2021.

Engagements liés aux crédits-bails

Les engagements relatifs aux crédits-bails se présentent ainsi :

CREDIT-BAIL (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Valeur d'origine	54 791	54 791
Amortissements		
- Cumuls exercices antérieurs	29 547	17 532
- Dotations de l'exercice	6 008	12 015
Total	35 555	29 547
Redevances payées		
- Cumuls exercices antérieurs	30 704	18 406
- Exercice	6 149	12 298
Total des redevances payées	36 853	30 704
Redevances restant à payer		
- A un an au plus	7 396	10 183
- Entre 1 et 5 ans	11 426	14 803
Total des redevances restant à payer	18 822	24 986
Valeurs résiduelles		
- A un an au plus	211	211
- Entre 1 et 5 ans	336	336
Total des valeurs résiduelles	547	547

5.34.2. Engagements reçus

Engagements financiers

Les engagements financiers reçus se présentent ainsi :

ENGAGEMENTS RECUS (en €)	30/09/2021	31/03/2021
GARANTIES MARCHES	2 174 692	1 807 736
Total engagements financiers reçus	2 174 692	1 807 736

Les « garanties marchés » sont des engagements par signature donnés par les banques en garantie sur des marchés publics et/ou privés.

5.35. Entreprises liées**Avec la société E-Factory**

La société a commercialisé une solution innovante de production, de conversion et de stockage d'énergie appliquée à un bâtiment à une société - SAS E-FACTORY - codétenue par les holdings personnelles des dirigeants (SAS ENJOY et SAS MEFASUDE). Cette cession fait l'objet d'un contrat pour un prix de vente de 920 K€. Le chiffre d'affaires reconnu à l'avancement sur l'exercice clos au 30 septembre 2021 s'élève à 46 K€, il était à fin mars 2021 de 870 K€, soit un total de 916 K€.

Le prix sera payé comptant à la date de réception de la centrale par E-FACTORY sur facture à établir par Entech.

Avec la société VEPV1

La société envisage également de livrer une centrale photovoltaïque à une société – SAS VEPV1 – codétenue par les holdings personnelles des dirigeants (SAS ENJOY et SAS MEFASUDE). Cette opération vise à confier à cette « société-projet » l'exploitation et la maintenance de la centrale. Cette centrale alimentera exclusivement le client final, un acteur industriel du Morbihan. Le prix de cession de cette centrale, fixé à des conditions de marché, est de 219 K€, facturés à hauteur de 110 K€, générant au 30 septembre 2021 comme au 31 mars 2021 un produit constaté d'avance de 79 K€.

Avec la société Menez Prat

La société a intégré un nouveau bâtiment courant mars 2021 qu'elle a pris à bail auprès de la SCI MENEZ PRAT dont les holdings personnelles des dirigeants (SAS ENJOY et SAS MEFASUDE) détiennent 45% des parts sociales. Bénéficiant d'un mois de franchise de loyer, la société n'a comptabilisé qu'un dépôt de garantie à son actif pour 95K€.

Dans le cadre de la construction de ce nouveau bâtiment, la SCI MENEZ PRTA KEMPER a confié après une procédure d'appel d'offres le lot 14 de travaux, consacré à la mise en œuvre de l'électricité du bâtiment. Cette affaire dont le prix de vente s'établit à 580 K€ HT a généré sur l'exercice clos le 30 septembre 2021 un chiffre d'affaires de 8 K€, il était au 31 mars 2021 de 555 K€, soit un total de 563K€.

5.36. Résultat par action

Du fait de la division par 480 de la valeur nominale et corrélativement de la multiplication par 480 du nombre d'actions, le résultat de base par action s'établit à -0.02 € au 30 septembre 2021, contre -23.88€ au 31 mars 2021.

RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Résultat net	-214 655	-498 085
Nombre moyen d'actions	10 010 400	20 855
Résultat de base par action	-0,0214	-23,8832

L'évolution du résultat dilué par action se présente ainsi :

RESULTAT DILUE PAR ACTION (en €)	30/09/2021	31/03/2021
Résultat net	-214 655	-498 085
Nombre moyen d'actions	10 010 400	20 855
BSCPE	172 800	360
Obligations convertibles en actions	1 252 455	1 710
Total	11 435 655	22 925
Résultat dilué par action	NC	NC

NC (non communiqué) : Etant donné que la perte diluée par action est inférieure à la perte de base, il n'y a pas lieu de communiquer ce chiffre

NOTE 6. CORRECTIONS D'ERREURS

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021, la société Entech a entrepris une revue des méthodes de comptabilisation qu'elle avait appliquée jusqu'au 31 mars 2020. Cette revue a conduit à l'identification d'erreurs dans les comptes légaux de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Ces corrections d'erreur ont été comptabilisées dans les comptes légaux de l'exercice clos le 31 mars 2021 (i.e. sur l'exercice 31 mars 2021).

Les corrections d'erreur concernent des anomalies sur le taux d'avancement de 2 affaires. Les incidences de ces corrections sont détaillées ci-dessous :

- La société a effectué une correction du chiffre d'affaires à l'avancement. La provision « Clients – Factures à établir » a donc été reprise (annulée) pour la partie indument constatée sur l'avancement des affaires à hauteur de 120 K€ HT.
- La société a constaté une mauvaise appréhension de la césure des exercices sur un projet, ayant pour conséquence :
 - La correction (annulation) d'une provision « Clients – Factures à établir » pour un montant de 132 K€ HT ;
 - La correction (annulation) d'une provision « Fournisseurs – Factures non parvenues » pour un montant de 513 K€ ;
 - La constatation d'un produit constaté d'avance pour 423 K€.

Les tableaux ci-après présentent l'incidence des corrections d'erreur comme si elles avaient été comptabilisées sur l'exercice de leur survenance (ci-après « retraité »).

6.1. Impact des corrections d'erreurs sur le compte de résultat au 31 mars 2021

COMPTE DE RESULTAT (en €)	Résultat 31/03/2021 "statutaire"	Correction provision FAE 31/03/2020	Correction provision FNP 31/03/2020	Constatation d'un produit constaté d'avance 31/03/2020	Résultat 31/03/2021 "retraité"
Chiffres d'affaires	9 428 259				9 428 259
Autres produits d'exploitation	752 940				752 940
Achats consommés	-5 187 696				-5 187 696
Autres charges externes	-3 227 146				-3 227 146
Impôts et taxes	-59 165				-59 165
Charges de personnel	-2 495 944				-2 495 944
Dotations aux amortissements et provisions	-522 965				-522 965
Autres charges externes	-16 742				-16 742
Résultat d'exploitation	-1 328 459	0	0	0	-1 328 459
Charges et produits financiers	-166 500				-166 500
Résultat courant avant impôt	-1 494 959	0	0	0	-1 494 959
Charges et produits exceptionnels	418 408	252 382	-512 515	423 000	581 275
Impôts sur les résultats	578 466				578 466
Résultat net comptable	-498 085	252 382	-512 515	423 000	-335 218